

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

5 MARS 1987. — Circulaire ministérielle relative à l'application au secteur bancaire de l'arrêté royal du 27 novembre 1973 portant réglementation des informations économiques et financières à fournir aux conseils d'entreprises

- Articles de l'arrêté royal du 27 novembre 1973 qui nécessitent une adaptation :
- Application au secteur des banques :
- Article 1er.
- L'entreprise - l'entité juridique :
- Chaque conseil d'entreprise recevra les renseignements sur l'entité au niveau duquel il a été institué et, le cas échéant, des informations sur l'entité juridique dont il fait partie ou les entités juridiques qui le constituent.
- L'entité économique ou financière dont l'entreprise fait partie :
- Si l'entreprise fait partie d'une entité économique ou financière, les renseignements tels que prévus aux articles 5, 8, 11, 14 et 17 de l'arrêté.
- Pour la définition de l'entité économique ou financière dans le secteur bancaire, il y a lieu de s'inspirer de la définition du groupe donnée à l'article 7 du règlement sur les fonds propres arrêté par la Commission bancaire le 13 juin 1972;
- Dans cette optique l'entité économique ou financière comprend :
1. la société-mère de la banque;
 2. les filiales et les sous-filiales de la banque;
 3. les autres entreprises dépendantes ou contrôlées par la société-mère.
- Les sous-ensembles :
- Sur décision du conseil d'entreprise les départements de l'administration centrale, les sièges, les succursales ou d'autres subdivisions peuvent être considérés comme sous-ensembles.
- L'information de base
- Article 5.
- 2° Les statuts et leurs modifications éventuelles :
- Outre les statuts proprement dits, le chef d'entreprise fournira des informations sur leur signification et celle des principales dispositions légales et réglementaires ainsi que sur leurs conséquences pour l'entreprise.
- 3° La direction :
- Il faut indiquer la composition du conseil d'administration et de l'organe le plus élevé chargé de la gestion courante. Il s'agit, en l'occurrence, pour les sociétés anonymes, du comité de direction et du conseil d'administration; pour les sociétés coopératives, du conseil de gérance; pour les banques de droit étranger, des dirigeants de niveau analogue.
- 4° Les moyens financiers :
- Cette information reprend également la liste des principaux actionnaires pour autant qu'ils soient connus, y compris la participation éventuelle d'un holding ainsi que les participations de la banque dans d'autres institutions financières.
- 5° L'existence et la nature des conventions et des accords :
- Il s'agit des conventions et des accords qui ont des conséquences fondamentales et durables sur la situation de l'entreprise et qui ont été conclus avec d'autres entreprises ou d'autres institutions ainsi que leurs conséquences sur la politique et l'activité de la banque.
- Il s'indique de communiquer également certains accords et conventions relatifs à la politique monétaire et financière conclus notamment dans le cadre de l'Association belge des Banques.
- Chaque entreprise organisera matériellement la mise à disposition des lois, arrêtés, règlements et autres documents officiels dont elle informe le conseil d'entreprise.
- Article 6.
- 1° Les principaux concurrents nationaux et internationaux :
- Ces renseignements ne concernent pas uniquement les banques agréées, mais également, le cas échéant, les caisses d'épargne, les institutions publiques et les sociétés de crédit régies par le chapitre 1er de la loi du 10 juin 1964, l'office des comptes chèques et d'autres institutions comme les bureaux de représentation.
- Il s'agit de mettre en évidence les modifications que les activités de l'un ou l'autre de ces établissements peuvent entraîner, surtout au niveau de l'emploi, dans l'esprit de l'article 3 de l'arrêté royal.
- 2° Les possibilités et difficultés en matière de concurrence :
- Ces renseignements comportent un faisceau d'éléments qui revêtent, de par leurs effets combinés, une grande importance. Leur confrontation doit permettre de cerner la position concurrentielle, favorable ou défavorable, de l'entreprise. Ces éléments sont e.a. les taux d'intérêt, les jours de « valeur », les services à la clientèle, la politique suivie en matière de remise de commissions à la clientèle, le niveau des réserves, le marché international, les tarifs, le niveau des différents coûts, la politique des banques à l'égard de leurs concurrents et la politique des groupes financiers dans la mesure où il y a une relation avec celle de la banque.

3° Les débouchés :

Les éléments importants de l'environnement financier de la banque, les montants des opérations selon les principaux types de dépôts, de crédits et de services, ventilés dans la mesure du possible par pays ou groupes de pays. Le conseil d'entreprise détermine les éléments à communiquer, par exemple les dépôts à vue, etc. et la répartition géographique ou cambiale à retenir.

4° Les contrats et accords en matière de vente et d'achat :

Ces renseignements concernent :

- les accords de coopération conclus dans certains domaines avec d'autres institutions financières, la participation de l'entreprise dans des initiatives interbancaires (compensation, CEC, Eurochèque, etc.);
- les obligations découlant des contrats vis-à-vis des autorités monétaires, de contrôle et autres contreparties éventuelles;
- les contrats conclus avec le Ministère des Finances, le Ministère du Commerce extérieur, les autorités monétaires ou bancaires, les autorités régionales (notamment dans le cadre de certaines politiques sectorielles)...

N.B. : Seules les dispositions contractuelles à même de donner une idée précise de l'incidence fondamentale et durable exercée sur l'établissement bancaire par ces conventions et accords doivent être fournies.

5°

N'appelle pas de commentaire particulier.

6° Les éléments permettant de se faire une idée générale de la commercialisation des produits :

Ces informations concernent par exemple :

- les changements substantiels qui s'opèrent dans le marché de la banque;
- les évolutions significatives intervenant dans les « produits » de la banque;
- le budget consacré à la publicité et le type de publicité choisi;
- le réseau commercial;
- le montant ou le pourcentage des provisions et commissions accordées par la banque à des intermédiaires.

7° Les données comptables relatives au chiffre d'affaires et leur évolution sur 5 ans, avec indication... :

Par chiffre d'affaires, il convient d'entendre dans le secteur bancaire, la somme des intérêts et commissions perçus, les revenus divers qui figurent au crédit du compte de profits et pertes; ces éléments sont à fournir pour les cinq dernières années et doivent être ventilés en pourcentage selon la part réalisée respectivement en Belgique, dans la Communauté européenne et dans les pays tiers; la méthode propre pour établir la ventilation géographique du C.A. et la ventilation à laquelle elle a abouti doivent éventuellement être communiquées au conseil d'entreprise.

8° Un aperçu des prix de revient et de vente unitaires :

Ces renseignements comprennent les différents taux des intérêts bonifiés sur les comptes de banquiers, de clients et par réescompte pratiqués successivement au cours de l'année, ainsi que les taux des intérêts perçus sur les crédits à la clientèle et aux pouvoirs publics.

Le taux moyen annuel sera également fourni s'il existe. Les tarifs pratiqués pour les divers services prestés seront communiqués, ainsi les résultats des études internes de rendement et de rentabilité qui sont susceptibles d'influencer la politique de la banque.

Finalement, les renseignements comprennent également le prix de revient d'un secteur d'activité ou d'un service, pour autant qu'il ait été calculé.

9° La position de l'entreprise sur le marché et son évolution :

Ces renseignements concernent les comparaisons significatives réalisables à partir des matériaux disponibles.

Article 7.

Les renseignements relatifs à cet article seront fournis sur une période de 5 ans.

1° L'évolution de la production :

Ces données comprennent :

- la production en volume de travail (nombre de comptes et de carnets, de virements, de titres...) avec les montants correspondants;
- la production financière : répartition des emplois selon les différentes catégories (crédit aux particuliers, aux entreprises, à l'Etat,...);
- des informations sur le montant global des opérations, comme les crédits utilisés.

2° L'utilisation de la capacité économique de production :

Informations à communiquer :

- la description du parc d'ordinateurs et de périphériques;
- les coefficients d'utilisation des éléments importants de l'équipement.

3° L'évolution de la productivité :

En ce qui concerne la productivité, des coefficients sont communiqués, tels que :

- $\frac{\text{valeur ajoutée (chiffre d'affaires, comme défini à propos de l'article 6, 7°, moins les intérêts et commissions bonifiés)}}{\text{nombre d'heures de travail ou effectif du personnel}}$
- $\frac{\text{nombre d'opérations en compte courant}}{\text{nombre d'heures de travail ou effectif du personnel}}$
- $\frac{\text{nombre d'opérations du livre journal}}{\text{nombre d'heures de travail ou effectif du personnel}}$
- $\frac{\text{montant ou nombre des opérations (total du bilan, crédits, dépôts, services prestés, recettes ou nombre d'écritures passées)}}{\text{nombre d'heures de travail ou effectif du personnel (constatés en cours ou à la fin d'une ou plusieurs périodes de référence)}}$
- $\frac{\text{matériel utilisé}}{\text{nombre d'heures de travail ou effectif du personnel (constatés au cours ou à la fin d'une ou plusieurs périodes de référence)}}$
- $\frac{\text{prestations effectuées}}{\text{matériel utilisé (constatés au cours ou à la fin d'une ou plusieurs périodes de référence)}}$

N.B. : Il convient de noter que dans ces trois derniers coefficients cités, les grandeurs figurant au numérateur et au dénominateur doivent porter sur les mêmes périodes.

Article 8.

1° Un commentaire explicatif du plan comptable utilisé :

Les renseignements concernent notamment :

1. Le plan comptable conforme au Modèle A imposé par la Commission bancaire;
2. Le plan comptable propre ou bien des extensions plus ou moins vastes des rubriques du Modèle A qui peuvent être regroupées à volonté en fonction des impératifs de gestion grâce aux techniques informatiques.

Dans son commentaire explicatif, le chef d'entreprise exposera, le cas échéant, la nature et les raisons des écarts éventuels entre les deux schémas.

La comparaison des comptes annuels sera fournie et commentée, principalement sur base des ratios de rentabilité, solvabilité (coefficient des moyens propres) et d'autres coefficients significatifs qui sont comparables d'une année à l'autre.

2° Une analyse de la structure financière par une comparaison commentée des comptes annuels des cinq dernières années :

Ces informations comprennent au moins la méthode suivie pour l'établissement du budget, de ses objectifs et de son contrôle, ainsi que l'explication de son utilisation comme outil de gestion générale de l'entreprise.

Si aucune méthode budgétaire n'est utilisée des données seront fournies sur la façon dont certains objectifs sont fixés, les moyens qui y sont consacrés et les conséquences qui en résultent.

Il s'indique d'exposer la base sur laquelle la direction de l'institution bancaire s'appuie pour imputer les divers coûts aux différents genres d'activité : collecte de fonds, octrois de crédits, prestations de services en mentionnant les coûts directs des opérations, les coûts indirects, les intérêts et la marge d'intérêts.

Là où aucune méthode bien définie de calcul du prix de revient n'est appliquée, des données partielles doivent être transmises, ces données devant être choisies de manière à éclairer de manière suffisante la façon dont l'établissement bancaire ventile les coûts totaux de chacune de ses différentes activités ou groupes d'activités.

Ces données seront fournies conformément à la ventilation de l'article 6, 8°.

Article 9.

1° Les informations relatives à la méthode budgétaire :

2° La méthode de calcul du prix de revient :

3° Les données suffisantes concernant la structure des coûts :

Article 10.

... Les rémunérations du personnel ventilées entre ouvriers, employés et personnel de direction :

Ces données seront fournies par catégories conformément à la pratique de l'institution concernée, pratique qui découle des conventions et des classifications existantes.

Article 11.

... Les informations relatives à tous les aspects de l'activité de l'entreprise :

Ces renseignements porteront sur tous les aspects de l'activité de la banque, les programmes immobiliers, les programmes sociaux, le développement de nouveaux services, l'ouverture de nouvelles agences, l'extension de certains services, les modifications de réseau, la création de filiales, le recours à la sous-traitance, les innovations techniques, l'utilisation de l'informatique, les changements de méthodes, les modes de gestion et d'organisation, les objectifs de rentabilité...

Article 12.

Les informations concernant la recherche scientifique :

Ces informations portent par exemple sur les études de marché, l'automatisation des services, les enquêtes psychologiques et sociologiques en rapport avec la politique du personnel, les études relatives aux collaborations techniques avec d'autres institutions financières ou à l'organisation de l'entreprise; ces études peuvent être réalisées aussi bien par la banque même que par des tiers.

Article 13.

Les renseignements relatifs aux aides publiques :

Cet article concerne toutes les formes d'aide publique quelles qu'elles soient.

L'information annuelle

Article 17.

1° Un rapport écrit constituant une mise à jour de l'information de base prévue aux articles 4 à 14 :

La mise à jour annuelle de l'information de base se fera en tenant compte des prescriptions ci-avant. Elle doit être conçue de telle manière qu'elle permette une comparaison aisée avec l'information de base et avec les résultats des années précédentes. Il est rappelé qu'un exemplaire des comptes annuels, du rapport de gestion élaboré par le conseil d'administration pour l'assemblée générale et du rapport de reviseur doivent être communiqués au conseil d'entreprise.

Article 24.

... Elle doit permettre au conseil d'entreprise de suivre la marche des affaires de l'entreprise :

L'information occasionnelle

Cette information périodique a pour but d'actualiser l'information annuelle et porte sur les mêmes données.

Article 25.

... 2) dans tous les cas où interviennent des décisions internes :

Cette information englobe également les décisions internes à la banque résultant des recommandations, injonctions ou décisions des autorités de contrôle qui ont une influence tangible sur l'établissement concerné.

Le Ministre des Affaires économiques,

Ph. Maystadt.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

MAART 1987. — Ministeriële omzendbrief over de toepassing van het koninklijk besluit van 27 november 1973 houdende reglementering van de economische en financiële inlichtingen te verstrekken aan de ondernemingsraden, in de banksector

Artikelen van het koninklijk besluit van 27 november 1973 die een uitleg vergen :

Toepassing in de banksector :

Artikel 1.

De onderneming- of juridische entiteit :

Elke ondernemingsraad zal de inlichtingen ontvangen over de entiteit waarvoor hij is opgericht en vervolgens, in voorkomend geval, ook de inlichtingen over de juridische entiteit waarvan hij deel uitmaakt of de juridische entiteiten waaruit hij bestaat.

De economische of financiële entiteit waarvan de onderneming deel uitmaakt :

Indien de onderneming deel uitmaakt van een economische of financiële entiteit, dienen over deze entiteit de inlichtingen te worden verstrekt zoals voorzien in de artikelen 5, 8, 11, 14 en 17 van het besluit.

Voor het definiëren van de economische of financiële entiteit in de banksector moet worden uitgegaan van de definitie van de groep die in artikel 7 van het besluit van 13 juni 1972 van de Bankcommissie houdende het reglement betreffende het eigen vermogen wordt geformuleerd;

Zo gezien omvat de economische en financiële entiteit :

1. de moedermaatschappij van de bank;
2. de filialen en subfilialen van de bank;
3. de andere ondernemingen die afhangen van of gecontroleerd worden door de moedermaatschappij.

De onderdelen :

Op beslissing van de ondernemingsraad kunnen o.m. afdelingen van de centrale administratie, de zetels, de filialen en andere onderafdelingen als onderdeel beschouwd worden.

De basisinformatie

Artikel 5.

2° Statuten en eventuele wijzigingen :

Naast de statuten zelf zal het ondernemingshoofd tevens informatie inzake de betekenis van het statuut en van de belangrijkste wettelijke reglementaire bepalingen geven alsmede hun gevolgen voor de onderneming.

3° De leiding :

Hier moet worden meegedeeld de samenstelling van de raad van bestuur en van het hoogste lichaam belast met het dagelijks beheer. Dit betekent voor de naamloze vennootschappen, het directiecomité en de raad van bestuur; voor de coöperatieve vennootschappen, de raad van de beherende vennoten; voor de banken naar buitenlands recht, de directieleden van het overeenkomstig niveau.

4° De financieringsmiddelen :

Deze informatie omvat eveneens de voornaamste aandeelhouders voor zover ze bekend zijn, met inbegrip van de eventuele participatie van een holding en de participatie van de bank zelf in andere financiële instellingen.

5° Bestaan en aard van de overeenkomsten en akkoorden :

Het zijn de overeenkomsten en akkoorden, die fundamentele en duurzame gevolgen hebben voor de toestand van de ondernemingen en gesloten werden met andere ondernemingen of andere instellingen met vermelding van hun invloed op het beleid en de activiteit van de bank.

Het ware wenselijk ook bepaalde akkoorden en overeenkomsten met betrekking tot het monetaire en financieel beleid mee te delen, die met name worden gesloten in het kader van de Belgische Vereniging der Banken.

Iedere onderneming zal een praktische regeling treffen voor de mededeling van de wetten, besluiten, reglementen en andere officiële stukken aan de ondernemingsraad.

Artikel 6.

1° De voornaamste nationale en internationale concurrenten :

Deze inlichtingen slaan niet uitsluitend op de erkende banken, maar eventueel ook op spaarkassen, de openbare instellingen en de kredietmaatschappijen, die onder hoofdstuk 1 van de wet van 10 juni 1964 vallen, het Bestuur der Postchecks en andere instellingen, zoals vertegenwoordigingskantoren.

Het komt erop aan de wijzigingen in het licht te stellen die de activiteiten van de ene of andere van deze instellingen teweeg kunnen brengen, inzonderheid op het stuk van de werkgelegenheid in de optiek van artikel 3 van het koninklijk besluit.

2° De concurrentiemogelijkheden en -moeilijkheden :

Omvatten een reeks factoren die door hun gecombineerde uitwerking van groot belang zijn en moeten toelaten na te gaan of de onderneming zich in een gunstige of ongunstige concurrentiepositie bevindt. Deze factoren zijn o.m. de rentevoeten, de valuterings, de dienstverlening aan de klanten, het beleid inzake de commissies aan de cliënteel, het peil van de reserves, de internationale markt, de tarieven, het peil van de diverse kosten, het bankbeleid tegenover de concurrentie en het beleid van de financiële groepen voor zover het samenhangt met dat van de bank.

3° De afzetgebieden :

Dit omvat de belangrijkste gegevens van de financiële context van de bank, zoals de bedragen van de verrichtingen volgens de voornaamste soorten van deposito's, kredieten en diensten, voor zover mogelijk uitgesplitst naar land of landgroep. De ondernemingsraad zal bepalen welke gegevens moeten worden meegedeeld, b.v. zichtdeposito's, enz., geografische of valutaspreiding.

4° De aankoop- en verkoopcontracten en -akkoorden :

Deze inlichtingen omvatten :

- de akkoorden van samenwerking gesloten op bepaalde gebieden met andere financiële instellingen, de participatie van de onderneming in interbankinitiatieven (compensatie, UCV, Eurocheck, enz.);
- de verplichtingen voortvloeiend uit contracten tegenover de monetaire en controle-overheden en eventuele andere tegenprestaties;
- de overeenkomsten met het Ministerie van Financiën, het Ministerie van Buitenlandse Handel, de monetaire en bankautoriteiten, de regionale besturen (o.m. in het raam van sommige sectorielle beleidsmaatregelen)...

N.B.: Enkel de contractuele bepalingen die een precies idee kunnen geven van de fundamentele en duurzame weerslag van de overeenkomsten en akkoorden op de bankinstellingen moeten worden meegedeeld.

Vergt geen bijzondere commentaar.

Deze informaties slaan bijvoorbeeld op :

- de belangrijke veranderingen op de « markt » van de bank;
- relevante ontwikkelingen of merkbare verbetering van de « produkten » van de bank;
- het reclamebudget en de soort reclame waarvoor gekozen is;
- het handelsnet;
- het bedrag of percentage van de provisies en de commissies die de bank afstaat aan tussenpersonen.

Onder omzet dient hier te worden verstaan de som van de ontvangen interesten en provisies, de inkomsten uit effecten en de diverse inkomsten die op de creditzijde van de winst- en verliesrekening voorkomen, over een periode van 5 jaar, met aanduiding, percentsgewijze, van het aandeel dat gerealiseerd werd in België, in de E.E.G. en in andere landen; de nodige uitleg zal verstrekt worden over de manier waarop deze geografische uitsplitsing is gebeurd, wanneer de banken een uitsplitsing maken volgens hun eigen methodes.

5°

6° De elementen die moeten toelaten een algemeen inzicht te krijgen in de wijze waarop de produkten van de onderneming gecommmercialiseerd worden :

7° De boekhoudkundige gegevens in verband met de omzet, en zijn evolutie over 5 jaar, met aanduiding...

8° Een overzicht van de kostprijzen en verkoopprijzen per eenheid :

Deze inlichtingen omvatten de verschillende interestpercentages vergoed op de rekening van bankier, van klanten en voor herdisconto die in de loop van het jaar achtereenvolgens werden toegepast, alsmede de interestpercentages ontvangen op het krediet aan het cliënteel en aan de overheid; eventueel ook het jaargemiddelde.

Daarnaast zal ook meegedeeld worden welke tarieven werden toegepast voor de verschillende diensten die in de betrokken inrichting worden verleend, evenals de resultaten van de interne rendements- en rentabiliteitsstudies die invloed (kunnen) uitoefenen op het beleid van de bank.

Tenslotte omvatten deze inlichtingen ook de kostprijs van een activiteitssector of een dienst, voor zover deze werd berekend.

9° De marktpositie van de onderneming en de evolutie ervan :

Deze inlichtingen bevatten relevante vergelijkingen die kunnen worden gemaakt aan de hand van het beschikbaar materiaal.

Artikel 7.

De inlichtingen die verstrekt worden overeenkomstig dit artikel zullen slaan op een periode van 5 jaar.

1° De evolutie van de produktie :

Deze inlichtingen omvatten :

- de produktie uitgedrukt in werkvolume (aantal rekeningen, overschrijvingen, boekjes, effecten,...) met vermelding van de corresponderende waarden;
- de financiële produktie : verdeling van de wederbeleggingen volgens de verschillende categoriën (krediet aan partikulieren, aan bedrijven, aan de Staat, in Belgische franken of in deviezen, hypothecair krediet, enz.) rekening gehouden met kredietopening enerzijds en kredietopneming anderzijds.
- inlichtingen over het totale bedrag van de verrichtingen, zoals de opgenomen kredieten.

Hier worden meegedeeld :

- een beschrijving van het computer- en randapparatuurpark;
- de aanwendingscoëfficiënten van de belangrijke elementen van de uitrusting.

2° De aanwending van de economische produktiecapaciteit :

Met betrekking tot de produktiviteit kunnen coëfficiënten meegedeeld worden zoals bijvoorbeeld :

- $\frac{\text{toegevoegde waarde (omzetcijfer, zoals bepaald m.b.t. artikels 6 en 7, min vergoede interesten en provisies)}}{\text{aantal arbeidsuren of personeelsbestand}}$
 - $\frac{\text{aantal verrichtingen op de lopende rekening}}{\text{aantal arbeidsuren of personeelsbestand}}$
 - $\frac{\text{aantal verrichtingen op journaal}}{\text{aantal arbeidsuren of personeelsbestand}}$
 - $\frac{\text{bedrag van of aantal verrichtingen (belanstotaal, kredieten, deposito's, verleende diensten, ontvangsten, of aantal boekingen)}}{\text{aantal arbeidsuren of personeelsbestand vastgesteld tijdens of aan het einde van één of meer referteperiodes}}$
 - $\frac{\text{gebruikt materiaal}}{\text{aantal arbeidsuren of personeelsbestand vastgesteld tijdens of aan het einde van één of meer referteperiodes}}$
 - $\frac{\text{verricht werk}}{\text{gebruikt materiaal vastgesteld tijdens of aan het einde van één of meer referteperiodes}}$
- N.B. : In de drie hiervoor vermelde coëfficiënten moeten de teller en de noemer op dezelfde periodes betrekking hebben.

3° De evolutie van de produktiviteit :

Artikel 8.

1° Een verklarend commentaar van het gebruikte rekeningstelsel :

De inlichtingen hieromtrent bevatten :

1. het rekeningstelsel « Model A » opgelegd door de Bankcommissie;
2. het eigen rekeningstelsel of een min of meer vergaande uitbreiding van de in « Model A » opgenomen rubrieken, die dank zij de computertechnieken, naar believen kunnen worden gegroepeerd ter wille van de eisen van het beheer en dit met de nodige toelichting over de aard en de oorzaken van de eventuele verschillen tussen de twee schema's.

2° Een ontleding van de financiële structuur door middel van een vergelijking met commentaar van de jaarrekeningen van de vijf laatste jaren :

De vergelijking van de jaarrekeningen zal gepaard gaan met commentaar, voornamelijk inzake de rentabiliteitsratio's en de coëfficiënt der eigen middelen, de mogelijkheid aangepast met andere relevante coëfficiënten, die van jaar tot jaar vergelijkbaar zijn.

Artikel 9.

1° De budgetteringsmethode en de toelichting :

De inlichtingen betreffende de aangevende budgetteringsmethode en de kostprijsberekening omvatten minstens de methode die wordt toegepast voor de budgettering, naar doelstellingen en de controle erop en de toelichting van de wijze waarop het budget wordt aangewend als algemeen beheersinstrument van de onderneming.

2° De berekeningsmethode van de kostprijs :

Indien geen systematische budgetteringsmethode wordt toegepast zullen gegevens worden verstrekt over de wijze waarop bepaalde doelstellingen worden vastgelegd, de middelen die ervoor worden aangewend en de resultaten die zij opleveren.

Dit omvat een uiteenzetting over de basis en de wijze waarop door de bankinstelling de verschillende kosten worden toegeschreven aan de verschillende soorten van activiteiten, nl. inzameling van werkmiddelen, kredietverlening, dienstverlening, met vermelding van de rechtstreekse kosten van de verrichtingen, de onrechtstreekse kosten, de interesten en de interestmarge.

3° Voldoende gegevens nopens de structuur van de kosten :

Wanneer er geen welbepaalde methode wordt toegepast om de kostprijs te berekenen, moeten er gedeeltelijke gegevens worden meegedeeld, zodanig gekozen dat de wijze waarop de bankinstelling de totale kosten uitsplitst van elk van haar verschillende activiteiten of groepen van activiteiten, voldoende wordt toegelicht.

Deze inlichtingen zullen uitgesplitst worden conform met de gegevens verstrekt overeenkomstig de verdeling die bij artikel 6, 8°, werd gedaan.

Artikel 10.

... De vergoeding van het personeel, uitgesplitst per arbeiders, bedienden, directiepersoneel :

Deze inlichtingen zullen verstrekt worden per categorie, zoals bepaald door de praktijk in de betrokken instelling, die voortvloeit uit de arbeidsovereenkomsten en de bestaande classificaties.

Artikel 11.

... strekt zich uit tot alle aspecten van de activiteit van de onderneming :

Deze inlichtingen zullen alle aspecten van de activiteiten van de bank omvatten, zo bijvoorbeeld de bouwprogramma's, de sociale programma's, de uitbouw van nieuwe diensten, de opening van nieuwe kantoren, de uitbreiding van sommige diensten, deerschikking van het net, de oprichting van filialen, het beroep doen op toelevering, de technische innovaties, de beheers- en organisatie-methoden en de wijzigingen ervan, de rentabiliteitsdoelstellingen.

Artikel 12.

De inlichtingen betreffende het wetenschappelijk spoorwerk :

Deze inlichtingen zullen bijvoorbeeld handelen over studies en onderzoeken zoals marktstudies, automatisering van de diensten, psychologisch en sociologisch onderzoek i.v.m. personeelsbeleid, onderzoek inzake technische samenwerking met andere financiële instellingen; of inzake de organisatie van de onderneming; deze studies kunnen zowel door de bank zelf worden uitgevoerd als door derden.

Artikel 13.

Inlichtingen in verband met de overheidstegemoetkomingen :

Dit artikel slaat op alle vormen van overheidstegemoetkomingen zoals die kunnen voorkomen.

De jaarlijkse voorlichting

Artikel 17.

1° Een geschreven verslag waarin de basisinformatie, voorgeschreven in artikel 4 tot 14, wordt bijgewerkt :

De jaarlijkse bijwerking van de geschreven basisinformatie dient te gebeuren rekening houdend met de hiervoor verstrekte toelichtingen. Ze moet zo worden opgesteld dat ze gemakkelijk kan worden vergeleken met de basisinformatie en met de resultaten van de voorgaande jaren. Er weze aan herinnerd dat ook een exemplaar van de jaarrekeningen, het door de raad van bestuur opgesteld jaaroverzicht voor de algemene vergadering en het rapport van de revisor moet worden meegedeeld.

Artikel 19.

De periodieke voorlichting

De ratio's moeten zo worden berekend dat de vergelijkingen van het ene jaar tot het andere mogelijk zijn.

Artikel 24.

... zij moet de ondernemingsraad in staat stellen de gang van zaken in de onderneming te volgen...

Deze periodieke voorlichting heeft tot doel de jaarlijkse voorlichting bij te werken en heeft betrekking op dezelfde gegevens.

De occasionele voorlichting

Artikel 25.

...2) in alle gevallen waarin interne beslissingen...

Het gaat hier eveneens om de beslissingen die binnen de bank worden genomen ten gevolge van aanbevelingen, aannemingen of beslissingen van de concrete-overheden, die een merkbare weerslag hebben op de betrokken instelling.

De Minister van Economische Zaken,
Ph. Maystadt.